

<http://www.universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article313>



Entretien avec Julian Mischi

- Thématiques - Pourquoi le Marxisme au XXI^e siècle ? -



Date de mise en ligne : mercredi 26 novembre 2014

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Entretien autour de l'ouvrage " Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970" aux éditions Agone.

1 - Le sentiment d'appartenance de classe qui se délite avec la désindustrialisation, la fin programmée des grandes usines ne nous pose pas de problème mais n'explique qu'en partie l'éloignement de la jeunesse notamment avec ce qui symbolisait l'appartenance à la classe la CGT et le PCF. L'irruption du rock'n'roll au tout début des années 60 est l'un des premiers accrocs entre la jeunesse et le parti. Il suffit de lire ce que disait l'Humanité en 1963 après le rassemblement des jeunes place de la Nation. La deuxième fracture plus profonde elle se déroulera en mai 68. La troisième conséquence de mai 68 sans doute se déroulera dans les années 70 sur les questions de morale et de mœurs. N'est ce pas la raison majeure qui a rendu difficile dans ces années le maintien d'un sentiment d'appartenance de classe pour une partie de la jeunesse que le parti et le syndicat bousculait sur les questions de mode de vie ?

Le sentiment d'appartenance de classe s'est fortement réduit dans les milieux populaires depuis les années 1970 sous l'impact de multiples facteurs. La diffusion de la croyance en l'existence d'une immense classe moyenne d'une part et le déclin des lectures du monde en termes de rapports de classe d'autre ont fragilisé la culture de classe. A ces facteurs d'ordre idéologique s'ajoutent des facteurs d'ordre socio-économiques, avec en particulier la croissance de la précarité et l'éclatement des collectifs de travail consécutif aux nouvelles politiques de gestion de la main d'œuvre. Mais, attention le processus de désindustrialisation n'est pas synonyme de disparition du groupe ouvrier. Ceux-ci représentent toujours près d'un quart de la population active française. En outre, aux côtés des ouvriers, de nouvelles figures populaires ont émergé, dans les services notamment, avec l'essor du groupe des employés. Si bien que les ouvriers et les employés, qui forment l'ensemble des classes populaires, demeurent majoritaires dans la population active française. La crise du PCF s'explique notamment par les mutations des conditions de vie (relégation spatiale) et de travail (division et mises en compétition des salariés entre eux) des catégories populaires, ces mutations ayant fragilisé leur entrée dans l'action politique.

Concernant ce que l'on appelle les « années 68 », il est vrai que le PCF a pu être, sur certains points, relativement en retrait par rapport aux aspirations culturelles exprimées par différents segments de la jeunesse française. Vous évoquez la question de la culture musicale, on peut aussi mentionner la difficulté des organisations ouvrières, PCF et CGT, à s'ouvrir aux nouvelles fractions de la classe ouvrière qui émergent à ce moment-là. Les ouvriers spécialisés - souvent des jeunes, des femmes et des travailleurs immigrés – restent relativement marginalisés au sein de ces organisations dominées par des ouvriers qualifiés ou des techniciens. Ces groupes populaires se mobilisent durant cette période, parfois dans les mouvements d'extrême-gauche qui peuvent être en opposition avec les communistes jugés trop timorés face aux potentialités révolutionnaires de la période. Les militants du PCF et de la CGT ont aussi tardé à s'inscrire dans l'effervescence de mai 68 en raison de leur suspicion à l'égard d'une jeunesse étudiante, vue comme petite bourgeoise et révolutionnaire par « aventurisme » comme l'on disait alors. Néanmoins, sur le long terme, la forte politisation de cette période, qui va du milieu des années 1960 à la fin des années 1970, a été bénéfique pour le PCF. Cette période représente une séquence de relative embellie pour le PCF, qui joue un rôle essentiel dans la mise en place d'une dynamique d'union de la gauche avec le PS. Il en tire profit en termes de renforcement militant, tout comme il tire indirectement profit des effets de politisation de l'activisme gauchiste, dont la plupart des organisations disparaissent dans la deuxième partie des années 1970. Dans un contexte de possible accession au pouvoir d'État, les dirigeants communistes multiplient les signes d'ouverture, laissent un peu plus de latitude aux débats intellectuels internes, tout en prenant leur distance à l'égard des régimes soviétiques.

Vous avez raison, par rapport à d'autres groupements de l'extrême-gauche ou du courant socialiste, le PCF n'a pas toujours été aux avant-postes sur certaines questions de société, par exemple sur le respect des orientations sexuelles

ou le féminisme. Il s'en est néanmoins imprégné progressivement au cours des années 1970. Les militants et militantes qui le rejoignent durant cette période sont souvent issus de milieux (enseignement, animation socioculturelle) où ces problématiques sont prises en compte et celles-ci se diffusent dans l'organisation. Il faut rappeler que le PCF a été longtemps le parti français le plus féminin, et des femmes y occupent des postes importants dès la fin des années 1970. Il y a eu des prises de position clairement « conservatrices » dans les années 1976-1979. Mais, comme je le mentionne dans le livre, l'orientation des débats sur la sexualité et la pornographie est provoquée par la direction du parti pour faire diversion à l'annonce au même moment de la rupture avec l'idée de « dictature du prolétariat ». Il s'agit d'un « coup » classique : pour faire passer le renoncement à certains éléments du marxisme-léninisme, on durcit le ton sur un autre plan, celui des mœurs. Ce durcissement étant susceptible de rejoindre les attentes des militants « orthodoxes ».

2 - Dans les années 70 deux dates marquent selon nous un changement dans le cycle des luttes sociales. 1974 c'est la grève des PTT, suivie par celle des banques. 1979 c'est la dernière grande grève d'un secteur industriel (il faudra attendre 2010 avec les raffineurs pour voir un secteur non public ou fonctionnaire jouer un rôle décisif dans une lutte globale). CGT et PCF sont bien implantés dans ces secteurs surtout aux PTT, mais la nouveauté c'est qu'ils doivent maintenant partager la direction des luttes avec d'autres syndicats, la CFDT en particulier qui s'est renforcée après mai 68, et l'extrême gauche qui s'est implantée significativement dans ces secteurs. Ne pensez vous pas que cette situation nouvelle a fragilisé le syndicat et le parti peu habitué à l'unité et aux confrontations politiques ?

Les militants de la CGT et du PCF sont en effet confrontés à de nouvelles concurrences sur leur lieu de travail, de la part notamment de militants d'extrême-gauche ou chrétiens qui peuvent rejoindre la CFDT, syndicat créé en 1964. Dans beaucoup de secteurs, l'hégémonie CGT-PCF sur le mouvement ouvrier est remise en cause et de nouvelles modalités d'action apparaissent, avec les occupations ou d'usine ou l'extension des luttes dans l'espace local. La CFDT est aussi présente dans les nouvelles unités de production qui émergent, celles en particulier de taille moyenne avec une main d'œuvre féminine ou technicienne.

L'essor de la CFDT bouscule la CGT et prépare le terrain au PS en lui donnant une légitimité ouvrière. Le PS progresse en effet fortement dans les années 1970 en intégrant certains militants de la CFDT, un syndicat qui prend rapidement un tournant modéré. A partir de la fin des années 1970, la CFDT abandonne la référence au socialisme et accepte le principe de l'économie de marché. Les poches de radicalité qui se sont développées au sein de la CFDT ont affaibli et concurrencé la CGT, alors en retard sur beaucoup de combats socioculturels, mais elles ont aussi préparé l'hégémonie du PS sur la gauche. J'évoque ainsi dans le livre comment les militants de la CFDT en Lorraine ont participé à la perte de municipalités communistes, comme à Longwy, puis comment certains d'entre eux ont connu des reconversions patronales dans des sociétés de conseil.

3 - En 2014 l'organisation politique des salariés sur leur lieu de travail apparaît pour tous ceux et celles qui n'ont pas connu cette période comme quelque chose de totalement impensable. Lors de la bataille contre le TCE, nous avons été surpris de constater que bien des militants syndicalistes préféraient mener la bataille sur leur lieu d'habitation que sur leur lieu de travail ! Organiser les salariés comme producteurs, donc sur leur lieu de travail et nom comme consommateurs sur leur lieu d'habitation avait du sens quand le parti et le syndicat considéraient que les luttes sociales combinées aux luttes politiques étaient le moteur des transformations de la société. Quelque soient les difficultés, liées à l'évolution de l'industrie, au recrutement...n'est ce pas ce changement de paradigme qui explique essentiellement la fin des cellules d'entreprises ?

L'engagement sur le lieu de travail a constitué une des forces essentielles du PCF, elle était au cœur de son implantation dans les milieux populaires. Les entreprises, lieux des conflits sociaux, devaient être au cœur de l'organisation du parti, qui était par ailleurs surtout dirigé et représenté par des militants issus des entreprises. Les

transformations internes au monde du travail et aux classes populaires ont remis en cause cette priorité. L'éclatement des collectifs de travail sous l'impact des stratégies patronales de division de la main d'œuvre rendent l'action militante sur le lieu de travail de plus en plus difficile. L'affaiblissement du syndicalisme de lutte en est une expression. Les nouvelles politiques de l'emploi dans les grandes entreprises fragilisent la culture de classe, en opposant travailleurs stabilisés dépendant juridiquement de l'entreprise et travailleurs précarisés, extérieurs à l'entreprise. Sous-traitance, combinaison d'une main d'œuvre qualifiée et non qualifiée, recours à l'intérim sont autant de manières de gérer la main-d'œuvre qui sont des freins au maintien de cellules communistes d'entreprise.

En même temps, cette situation provient aussi de la séparation que vous évoquez entre luttes sociales et politiques. Les chemins pris par le PCF et la CGT se sont éloignés depuis les années 1990 et les communistes ont décidé de ne plus privilégier l'action militante dans l'entreprise. C'est ce que je montre lorsque j'analyse le recentrage du PCF sur ses bases locales et les enjeux électoraux. Aux permanents d'origine ouvrière et formés au sein du PCF qui dirigeaient les fédérations départementales de ce parti dans les années 1960 et 1970, succèdent des responsables communistes dont la trajectoire (scolaire, professionnelle et militante) est plus étroitement associée au monde des collectivités locales. On passe, pour faire simple, des usines aux collectivités locales, de dirigeants d'origine ouvrière à des cadres territoriaux. C'est autour des collectivités territoriales que se restructure et survie le communisme contemporain. Autour de cet univers spécialisé et non autour des réseaux syndicaux, dont la place s'est réduite au sein du monde communiste tout comme celle du militantisme en entreprise. Une matrice essentielle à l'engagement communiste, celle de l'expérience des inégalités sur le lieu de travail, et de l'engagement syndical à la CGT, s'érode. Résultat : la question de la domination sociale et de l'ancrage du combat politique dans la lutte contre l'exploitation capitaliste n'est plus considérée comme centrale.

4 - La fin des cellules d'entreprises à des rythmes différents selon les régions et les secteurs d'activités au profit d'une organisation tournée quasi exclusivement vers la cité, le canton...donc un retour sur la bolchévisation du PCF, ne résoudra rien quant au déclin du PCF. D'élection en élection le PCF perd du terrain par rapport au PS, parfois face aux écologistes ou à l'extrême gauche. Pourquoi le PCF qui s'est d'une certaine façon social démocratisé dans son mode d'organisation, la priorité donnée aux élections par rapport aux luttes, n'est-il pas parvenu à rester du point de vue de son influence aussi influent que le PS alors que ses relais dans la classe ouvrière étaient bien plus puissants que ceux du PS ?

Le déclin électoral du PCF est un processus long entamé à la fin des années 1970, il repose avant tout sur des facteurs extérieurs : la fragilisation de sa base populaire, le passage d'une classe ouvrière relativement structurée à l'ensemble plus composite des classes populaires, l'affaiblissement du syndicalisme de lutte, une relégation spatiale des fractions populaires, etc. La crise contemporaine du PCF renvoie en cela à la crise plus générale du mouvement ouvrier, elle s'explique par l'efficacité de l'offensive idéologique néolibérale qui touche toute l'Europe depuis les années 1980. La fin de l'Union soviétique ainsi que les déceptions vis-à-vis de la participation du PCF au gouvernement (d'abord en 1981-1984 puis en 1997-2002, deux périodes de forte privatisation et désindustrialisation) ont particulièrement démobilisés les électeurs communistes et freinés le renouvellement de sa base électorale.

Le déclin électoral du PCF s'explique aussi par des processus propres au champ politique. Il se comprend dans un contexte d'évolution du régime vers un système présidentiel et bipartisan. Surtout, il est à mettre en relation avec une fermeture et une professionnalisation du monde politique. Le PS est devenu hégémonique à gauche, il domine l'assemblée nationale, mais sans grands relais dans la société, à part ses élus locaux. On assiste en effet à un repli du politique, à gauche comme à droite, sur une noblesse d'Etat (pour reprendre les mots de Pierre Bourdieu) qui gouverne le pays de façon relativement indépendante grâce aux institutions de la Cinquième République. A l'échelon local, l'intercommunalité exprime cette clôture du monde politique sur lui-même, un processus qui marginalise les classes populaires et rend secondaire les relais militants ou associatifs. Un parti comme le PCF est tout particulièrement fragilisé par cette dépolitisation de l'action publique ; il subit de plein fouet l'augmentation de l'abstention dans les milieux populaires.

5 - Aurélien Bernier que nous avons accueilli au mois d'octobre recense sur la question de l'Europe les

évolutions du PC très libérale quand R. HUE gouvernait le parti. Un positionnement plus centré sur la nation, le protectionnisme.. pouvait il changer la donne dans la gauche radicale, voire limiter la progression du Front National ?

La thèse d'Aurélien Bernier est intéressante mais assez schématique. Renvoyer le déclin du PCF à une seule cause, celui de l'abandon d'un discours souverainiste face à la construction européenne prête à discussion. La chronologie notamment pose problème : l'effondrement électoral et militant du PCF a surtout lieu entre 1979 et 1984, bien avant Robert Hue et la liste Bouge l'Europe de 1999. Et cette évolution idéologique s'inscrit plus profondément dans la recherche d'une nouvelle image par le successeur de Georges Marchais. Robert Hue investit la communication politique et cherche à « moderniser » le message communiste, quitte à mettre en sourdine une position traditionnellement anti-européenne mais pas seulement : il met également entre parenthèses la question des rapports de classe. C'est de ce côté-là, celui de la lutte des classes, que la gauche radicale peut probablement retrouver du souffle et mettre à jour les brouillages idéologiques opérés par l'extrême-droite.

Derrière l'accent ou non à mettre sur la Nation, la véritable question me semble être celle des intérêts que l'on entend défendre. Or les intérêts des classes populaires n'a souvent que peu à voir avec les intérêts nationaux tels qu'ils sont en jeu le champ de la compétition internationale. En outre, la voix du renouveau de la gauche radicale se fait à l'échelle européenne avec des synergies à l'œuvre avec Syriza en Grèce ou Die Linke en Allemagne. En ces temps de domination du capitalisme financier et de dissolution de la démocratie représentative dans les intérêts des grandes compagnies privées, l'internationalisme apparaît plus que jamais d'actualité.

6 - Le choix politique du PCF de militer dans un cadre permanent qu'est le Front de Gauche a probablement stoppé le déclin du PCF, mais ravivé en son sein un débat sur la place du parti dans un cartel d'organisations. Le comportement du PCF au fil des élections laisse penser qu'il veut à la fois profiter de la dynamique du Front de Gauche, mais aussi pouvoir traiter avec le PS pour sauver ses élus et donc son appareil. Est ce que cette politique à géométrie variable peut durer tant par rapport aux militants du parti que par rapport aux autres autres composantes ?

Après une longue période de léthargie et de vieillissement, un certain renouvellement des réseaux militants est en effet intervenu depuis quelques années. D'abord lors de la campagne victorieuse contre le traité constitutionnel européen de 2005, puis dans le cadre du Front de gauche, la coalition électorale entre le PCF et d'autres formations de gauche mise en place en 2008. Pour la première fois depuis 1980, les effectifs militants annoncés par la direction se sont stabilisés autour de 60 000 adhérents, et la part des jeunes a légèrement augmenté. La campagne présidentielle de 2012 a tout particulièrement remobilisé les rangs communistes. A cette occasion, Jean-Luc Mélenchon a opéré une certaine radicalisation du discours avec un retour de la thématique des antagonismes sociaux, alors que les campagnes précédentes étaient marquées par une euphémisation des référents communistes et anticapitalistes.

Si la stratégie du Front de gauche a freiné le déclin électoral du PCF aux élections présidentielle (2012) et européennes (2009, 2014), la décruce s'est poursuivie lors des élections législatives (2012) et municipales (2014), c'est-à-dire lors de scrutins où le PCF, plus que le Front de gauche, était en première ligne. Cette stratégie a mis au premier plan le problème de l'influence des élus dans l'appareil communiste et de leur dépendance à l'égard du PS. Le Front de gauche a en effet impulsé une dynamique qui s'accorde mal avec la poursuite d'une configuration classique d'union de la gauche PCF-PS. Les élections municipales de mars 2014 ont donné lieu à des tensions très fortes entre le PCF et le PG, favorable à des listes autonomes du PS dans les grandes villes dès le premier tour. Elles ont également suscité des contestations internes au PCF, de la part de nouveaux adhérents qui s'opposent à la reconduction de l'alliance avec le PS. Le PCF est devenu un parti très décentralisé. Les alliances électorales sont à géométrie variable, selon les élections mais aussi selon les lieux elles dépendent d'une part des calculs faits par les responsables locaux et d'autre part des rapports de force entre élus et militants.

7 - Le PC peut-il vivre au sens où il continue de peser dans la situation politique sans le Front de gauche ? La question à un sens, car dans les autres composantes du Front de Gauche, la question s'est posée, se pose, car pour de nombreux militants, ces errements du PC auraient pesé dans les scores médiocres du F de G aux municipales entre autre. Si le PC renonce aux prochaines élections locales : cantonales, régionales toute alliance avec le PS, cela signifie de nouveaux reculs électoraux, donc des moyens...Comment le PC peut-il gérer cette situation.

L'équilibre semble en effet compliqué à trouver, c'est un casse-tête pour les militants et responsables du PCF. Les élus locaux ont permis indéniablement le maintien d'une certaine influence du PCF alors que son audience nationale s'est effondrée. Par le passé, les municipalités communistes étaient en outre au cœur de l'implantation du PCF dans les milieux populaires : points d'appui à la diffusion des idées communistes, elles constituaient des bases pratiques d'organisation militante et de résistance aux élites politiques et sociales. Plus que la bolchevisation de 1924-1934, ce sont les compromis du « communisme municipal », tout comme la stratégie du Front populaire, d'alliance avec frère ennemi socialiste, qui ont favorisé l'ancrage populaire du PCF. Néanmoins, dans le contexte contemporain de droitisation du PS, de professionnalisation des collectivités locales et de faiblesse des réseaux militants, ce qui fut une force semble parfois opérer comme un frein au renouvellement du PCF.